

against the encroachments of the more powerful communities of the Dominion. In the House of Commons, Ontario or Quebec can easily over-ride the wishes of Nova Scotia or New Brunswick on any question. In the Senate the case was very different for here the smaller Provinces united could always resist unjust legislation. It was essential to the interests of these Provinces that their representatives in this House should control the imposition of taxes and the granting of supplies.⁸

The Government had in truth just scraped by in the House of Commons with this legislation,⁹ and there was a great deal of unhappiness, both among MP's and Senators, at the proposal. Senator D. L. Macpherson, of Toronto, a long time friend and colleague of Macdonald's,¹⁰ saw the new tariff as a burden on everyone and impediment to trade. The true principle of commerce, said Macpherson, echoing Adam Smith, was to leave it as unrestricted as possible.

Not only would the tariff be worthless to the people of Ontario, but it would be most burthensome to the other sections—to the fisherman and the great masses of the people of Nova Scotia and New Brunswick as well as of Quebec. . . Then as a part of the great "national policy" a duty was imposed on foreign coal, as a means of propitiating the people of Nova Scotia. . . Quebec, Ontario, and New Brunswick were to be burthened to please a minority in Nova Scotia! Nothing could be more calculated to create dissension and disturb the harmonious working of Confederation than such legislation.¹¹

⁸ *Infra*, p. 185 (May 9, 1870)

⁹ Division after division took place in the Commons, April 27-30. The closest was 82-73, on an amendment to put flour on the free list, House of Commons, *Journals*, 1870, 253.

¹⁰ D. L. Macpherson (1818-1896) had actually lent Macdonald \$3000 the year before when Macdonald was virtually broke. See P. B. Waite, *Macdonald: his life and world* (Toronto, 1975), p. 18. Macpherson joined Macdonald's government in 1880.

¹¹ *Infra*, pp. 192-3

Constitution du Sénat donne aux provinces plus faibles la garantie d'une protection contre toutes usurpations des provinces plus puissantes. A la Chambre, qu'elle que soit la question en cause, il est facile à l'Ontario ou au Québec de passer outre aux souhaits de la Nouvelle-Écosse ou du Nouveau-Brunswick. Il n'en est pas de même au Sénat où, en s'unissant, les petites provinces peuvent toujours résister devant une législation injuste. Il est essentiel, pour préserver les intérêts de ces provinces, que leurs représentants au Sénat exercent un contrôle sur l'imposition des taxes et l'octroi des subsides.⁸

En réalité, le gouvernement avait tout juste réussi à faire adopter le projet de loi à la Chambre des communes,⁹ et beaucoup de députés et de sénateurs en étaient mécontents. Aux yeux du sénateur D. L. Macpherson, de Toronto, un ami de longue date et un collègue de Macdonald,¹⁰ les nouveaux tarifs douaniers constitueraient un fardeau pour tout le monde et une entrave au commerce. Les principes véritables qui régissent le commerce, disait-il, se faisant l'écho d'Adam Smith, exigent le moins de restrictions possibles.

Non seulement le tarif sera inutile aux gens de l'Ontario, mais encore sera-t-il extrêmement ennuyeux pour les autres habitants du Canada—les pêcheurs et la grande masse des Canadiens de la Nouvelle-Écosse et du Nouveau-Brunswick, ainsi que du Québec. . . Ensuite, toujours au nom de la grande «politique nationale», on impose un droit sur le charbon étranger pour se concilier les faveurs des habitants de la Nouvelle-Écosse. . . Le Québec, l'Ontario et le Nouveau-Brunswick [sont taxés] pour plaire à une minorité de gens en Nouvelle-Écosse! On n'aurait pu inventer rien de mieux que cette mesure législative pour créer la discorde et détruire les rapports harmonieux entre les provinces faisant partie de la Confédération.¹¹

⁸ *Infra*, p. 185 (9 mai 1870)

⁹ La Chambre des communes passa de vote en vote. Le vote le plus serré fut de 82 à 73, à propos d'un amendement qui visait à mettre la farine sur la liste des articles admis en franchise, Chambre des communes, *Journals*, 1870, p. 253.

¹⁰ D. L. Macpherson (1818-1896) avait prêté \$3,000 à Macdonald l'année précédente alors que celui-ci était pratiquement ruiné. Voir P. B. Waite, *Macdonald: his life and world* (Toronto, 1975), p. 18. Macpherson entra au gouvernement de Macdonald en 1880.

¹¹ *Infra*, pp. 192-3